

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 138 (1993)
Heft: 5

Artikel: Deux fois "Non" aux votations du 6 juin... : Chaque officier doit faire campagne!
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345301>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Deux fois «Non» aux votations du 6 juin...

Chaque officier doit faire campagne!

«Nous n'avons pas osé descendre sur la place publique, même pour prêcher au début dans le désert.»

Marc Bloch

– En 1989, le peuple et les cantons se sont nettement prononcés en faveur du maintien de l'armée. Il s'agira le 6 juin de lui assurer les moyens de rester crédible.

– Officiers, chers lecteurs, dites et faites dire deux fois «Non» à ceux qui proposent en fait la suppression de l'armée. Empêchez le démantèlement de notre défense nationale !

Quelques principes

– «Il est trop facile de se dire contre toutes les guerres. Pensez-y. Vous laisser prendre à l'improviste serait vous condamner à la défaite – non pas glorieuse – mais abjecte des pacifistes de 1914 (...).» C'est Romain Rolland – il n'avait rien d'un traîneur de sabre – qui l'affirme !

– Et le général Etienne Copel d'ajouter: «Toute la noblesse du métier des armes a pour origine la haine farouche qu'un militaire responsable doit porter à la violence guerrière. Pour mieux la prévoir, mieux la combattre. Mieux la dominer.»

– Le statut de neutralité, en droit international, exige une défense crédible. Même exigence si la Suisse envisageait une collaboration ou une intégration européenne dans le domaine de la sécurité ! Serons-nous les seuls à supprimer notre armée ? Malgré une situation internationale inquiétante, allons-nous nous désarmer nous-mêmes ?

– Pourquoi des Etats neutre comme la Suède et la Finlande augmentent-ils leurs dépenses militaires ? De quoi peuvent-ils

avoir peur ? Pourquoi pratiquement tous les Etats européens, sauf l'Autriche, la Hongrie et la Suisse, se sont-ils équipés d'avions de combat de la dernière génération ? Pourquoi la Finlande acquiert-elle 64 F/A-18 ?

– La sécurité coûte cher, mais une défense insuffisante peut coûter encore plus cher. Pas de défense valable sans couverture aérienne !

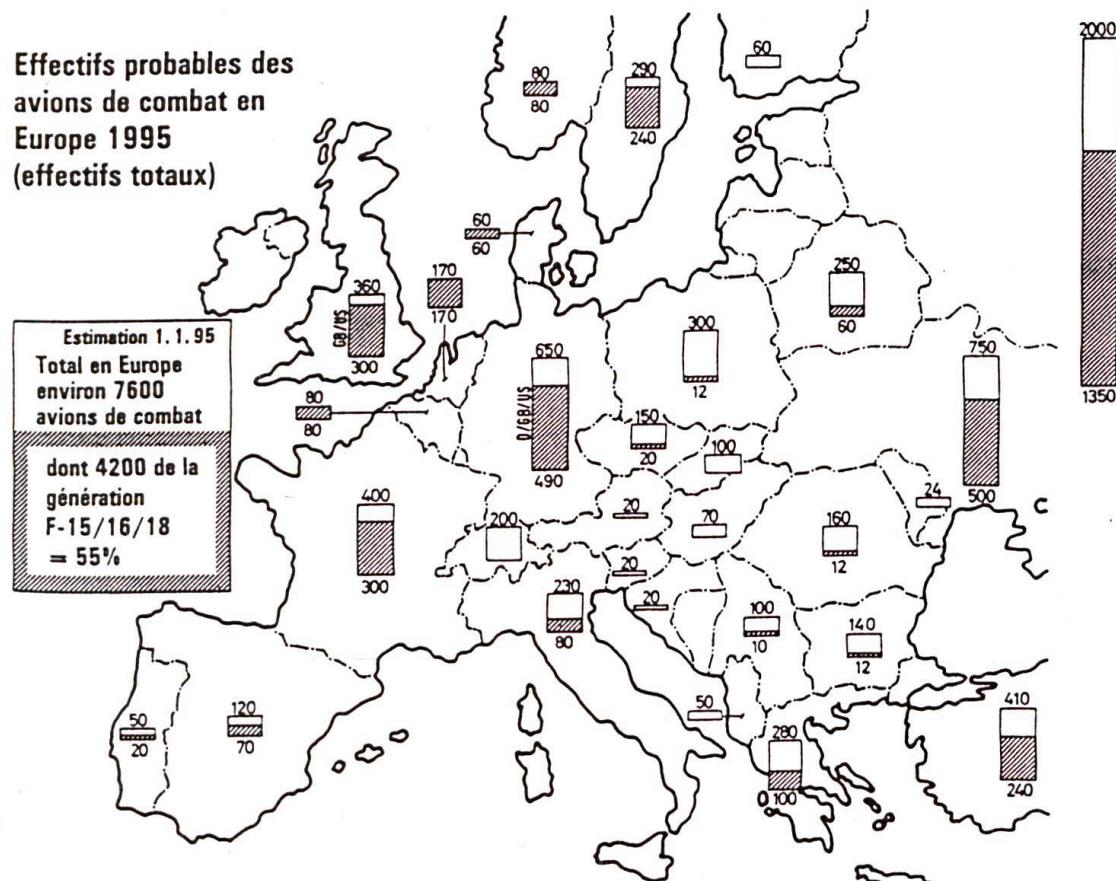
Que veut le Groupement pour une Suisse sans armée ?

– Le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA), dont l'appellation a au moins le mérite d'être claire, ne s'oppose pas à des programmes de modernisation, à l'acquisition de F/A/18 ou à la construction d'une place d'armes. Son seul objectif est de supprimer en Suisse la défense militaire et la protection civile.

– Les deux initiatives ne sont qu'une étape vers la suppression pure et simple de l'armée. Il existe encore deux autres initiatives, celle qui exige la diminution de 50% des dépenses militaires tend à faire de l'armée un ensemble de gardes locales; celle qui prétend interdire les exportations d'armes a pour but de supprimer notre industrie d'armement. Le GSsA utilise une stratégie cohérente !

– Le GSsA lancera d'autres initiatives, éventuellement des référendums, à moins que le résultat, le 6 juin, soit net et sans interprétation tendancieuse possible !

Effectif des avions de combat en Europe



– La sécurité de la Suisse ne doit pas être confiée à ceux qui veulent supprimer l'armée.

L'acquisition de 34 «F/A-18»

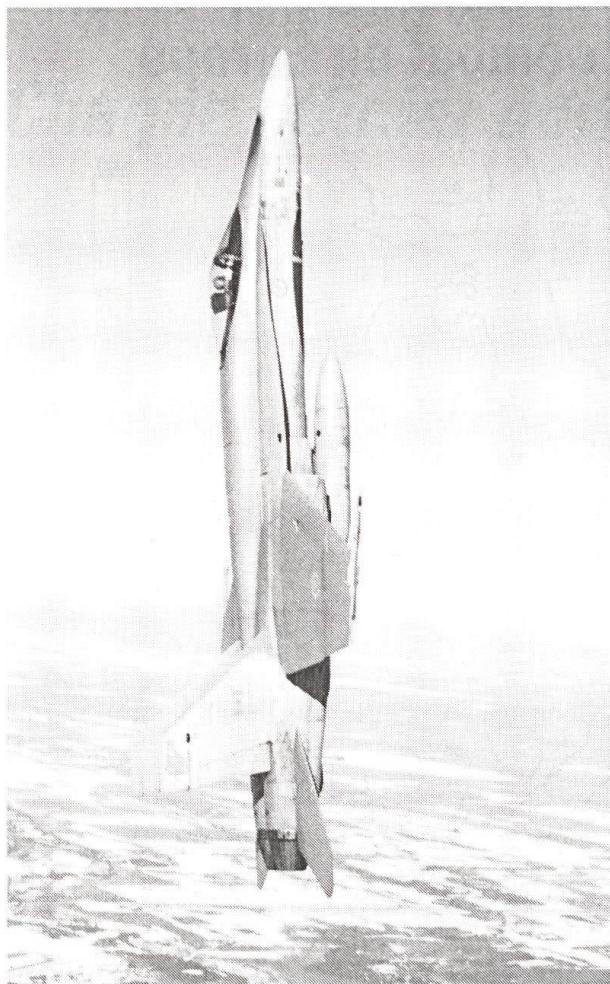
– En achetant 34 F/A-18, la Suisse ne «réarme» pas comme le prétend le GSsA, puisque l'armée 95 postule une baisse des effectifs et des quantités de matériel.

– Dans le monde, il n'y a pas une seule doctrine de défense qui renonce d'emblée à une défense de l'espace aérien. Quel que soit le montant à payer, on n'attend pas le début de l'incendie pour créer un corps de

sapeurs-pompiers; on n'attend pas d'être malade pour s'affilier à une caisse maladie.

– L'acquisition d'avions de combat demande de longs délais; elle ne peut donc pas être décidée seulement quand la menace surgit. En cas de rejet de l'initiative, des avions de combat modernes ne pourront pas être introduits à la troupe avant une douzaine d'années. Quelle sera la situation internationale à ce moment? Personne ne peut honnêtement le dire...

– Même si la Suisse abandonnait sa neutralité pour s'intégrer dans une défense européenne qui n'existe pas, même pas à



Le F/A-18 est l'appareil qui assure le meilleur rapport efficacité/coût (Photo CAPTION).

l'état d'ébauche, cette solution exigerait des avions de la dernière génération et des matériels modernes. En effet, les Etats européens n'ont pas les moyens militaires d'assurer notre couverture aérienne. Même s'ils l'avaient, ils «loueraient» leurs services, ce qui nous reviendrait aussi cher que d'acheter des F/A-18...

– Outre la marine américaine, le Canada, l'Espagne, la Finlande ont décidé d'acquérir des F/A-18? Les Etats-Unis en ont déjà produit plus de 1000.

– Le premier-lieutenant Claude Nicollier, le célèbre astronaute, est pilote de *Hunter*, un avion âgé de 35 ans. Qui oserait envoyer Claude Nicollier au suicide contre des avions de combat de la dernière génération? Y a-t-il beaucoup de Suisseuses et

de Suisse qui rouent avec une voiture de cet âge?

– 8 F/A-18, soit 4 patrouilles de 2 appareils, sont capables de surveiller l'ensemble de l'espace aérien suisse, ainsi que ses approches, depuis le niveau du sol jusqu'à une altitude de 20 km. La nuit et de mauvaises conditions météorologiques n'empêchent pas l'engagement du F/A-18 comme de tous les avions de la dernière génération.

– Un seul F/A-18 peut abattre en même temps plusieurs *Mirage-3*, avant même que leur pilote ne l'aient repéré sur leur radar. En revanche, les *Mirage*, flanqués par des F/A-18 qui détectent les menaces lointaines et les guident, ont encore des performances acceptables.

– Le *Tiger* est capable de remplir des missions de police aérienne et de couverture des formations mécanisées, mais uniquement de jour et à vue. Son adaptation aux missiles modernes guidés par radar est impossible. Le *Mirage-3 S*, qui a trente ans d'âge, ne peut plus jouer le rôle d'intercepteur, mais il pourra prendre en charge des missions semblables à celle du *Tiger* si le F/A-18 est à disposition.

– Il n'y a pas d'alternative valable au F/A-18 en ce qui concerne le rapport efficacité/coût.

– Certains stratèges proposent de remplacer les F/A-18 par des missiles sol-air? Répondons-leur comme le général Schmitt, chef d'état-major des armées françaises, à qui l'on demandait de renoncer, soit à de nouveaux chars, soit à de

– «Nos moyens de défense aérienne constituent un élément-clé de la politique de sécurité. «Ils sont aujourd'hui désuets. Notre devoir est de les remplacer par un matériel moderne et performant vers le milieu de cette décennie.» Voilà ce que déclare Claude Nicollier, astronaute de l'Agence Spatiale Européenne, qui fait campagne pour l'acquisition des F/A-18.

Intercepter une «Porsche» avec une «Renault-4»?

«Rappelez-vous un séjour en France ou De Funès dans une série de films fameux: un brave gendarme au volant d'une *Renault-4* bleue équipée d'un gyrophare attend sa «proie» sur le bas-côté d'une route départementale. Comment s'y prendrait pour intercepter un bolide et son chauffeur trop audacieux: la poursuite risquerait d'être longue sans pour autant aboutir.

En tant que pilote de *Mirage*, je pourrais aussi un jour être amené à intercepter un aéronef se trouvant dans notre espace aérien et, probablement, mes réflexions seraient proches de celle de notre gendarme: pourquoi me donner une mission de maintien de la sécurité sans m'équiper du matériel qui me permette de la remplir?

Ma comparaison tient la route. Le *Mirage-3* et la *Renault-4* sont des contemporains et, aujourd'hui, les performances de mon chasseur sont aussi modestes que celles de la *Renault-4*...

**Capitaine Stéphane Rapaz,
escadrille d'aviation 17
Schweizer Soldat, avril 1993**

nouveaux hélicoptères: «On ne demande pas à un homme s'il préfère se faire couper la jambe gauche ou la jambe droite, d'autant qu'en perdre une le diminue de bien plus de cinquante pour cent.» Notre défense contre avions est bonne, mais seulement dans la partie inférieure de notre espace aérien.

— L'initiative «Pour une Suisse sans nouveaux avions de combat», qui veut interdire toute acquisition jusqu'en l'an 2000, s'en prend à l'existence même de notre aviation. Nos forces aériennes, qui ne sont plus crédibles, devraient attendre au moins jusqu'en 2005 pour disposer d'un

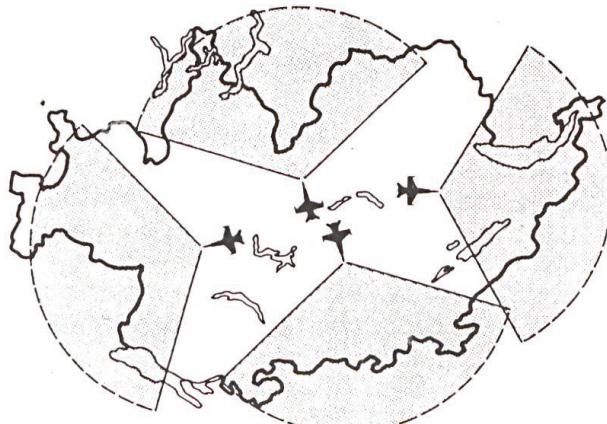
appareil performant. A ce moment y aura-t-il assez de pilotes et de techniciens pour le recevoir, car le découragement aura éclairci les rangs. L'année dernière en Autriche, le nombre de pilotes pour les 24 vieux *Saab 35 OE Draken* de l'armée fédérale est tombé à 4!

— L'acquisition de 34 F/A-18 ne nécessite pas de nouveaux impôts. Les crédits militaires ordinaires couvrent une dépense étalée sur 7 budgets fédéraux, soit 500 millions par année (1,3% des dépenses de la Confédération). Si l'on distribuait ces 3,4 milliards aux rentiers AVS, en les répartissant sur 20 ans (durée prévue d'utilisation du F/A-18 en Suisse), leur rente n'augmenterait que de 7 francs par mois.

— L'acquisition d'un nouvel avion de combat n'est pas la cause de la mauvaise situation des finances fédérales. Jusqu'en 1996, le DMF sera le seul département à avoir réduit ses dépenses réelles de 3,3 milliards de francs. Jusqu'à cette date, tous les autres départements auront des dépenses dont le taux d'accroissement est à deux chiffres.

— Sur les 3,5 milliards de francs que représente l'acquisition des F/A-18, plus de 2 milliards reviendront en Suisse sous forme d'affaires de compensation.

— En cas d'acceptation de l'initiative, la conception de la défense de notre espace aérien devrait être complètement revue. Il



Quatre doubles patrouilles, soit huit F/A-18 assurent la surveillance de l'espace aérien suisse et de ses approches.

Rendez-vous important en vue du 6 juin

Berne, samedi 22 mai, devant le Palais fédéral: grand rassemblement organisé par la Société suisse des carabiniers et diverses sociétés militaires faîtières en faveur d'une armée crédible et d'un double refus le 6 juin.

C'est le moment de se montrer solidaire, de faire quelque chose, de ne pas compter seulement sur autrui, mais une fois de s'engager, d'afficher ses convictions.

Quel que soit votre âge ou votre grade, vous devez montrer que les partisans d'une armée crédible, avec une aviation performante et des places d'armes adaptées aux besoins, sont aussi présents que les supporters du GSsA. Ce rassemblement doit avoir du succès, il en va de la crédibilité de notre défense militaire.

faudrait demander à un ou plusieurs Etats voisins de s'en charger, envisager même l'obligation d'entrer dans une alliance militaire. Quelle que soit la solution choisie, elle ne sera pas gratuite et occasionnera des dépenses semblables à l'acquisition des F/A-18. Dans les relations internationales, la générosité gratuite n'existe pas !

«Quarante places d'armes, ça suffit!»

– Pour notre sécurité, nous avons besoin d'une armée bien instruite. Ni le Conseil fédéral ni les chefs de l'armée demandent plus de 40 places d'armes, mais ils tiennent à remplacer celles qui seraient supprimées et moderniser celles qui resteront en exploitation!

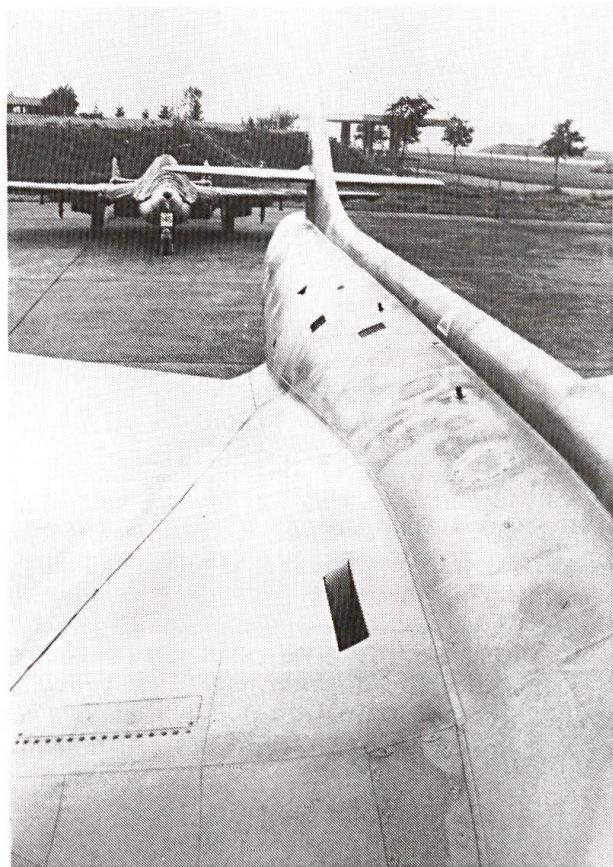
– Nos soldats méritent des cantonnements convenables et une instruction moderne. Il ne viendrait à personne l'idée d'interdire dans la Constitution fédérale la

modernisation ou le remplacement d'anciens bâtiments scolaires.

– Des simulateurs modernes installés sur ces places d'armes ménagent l'environnement; l'instruction dispensée sur des places d'armes adéquates épargne la nature, l'agriculture et les régions touristiques.

– l'initiative enfonce une porte ouverte, puisque les lois sur la protection de l'environnement s'appliquent déjà aux militaires. En cas d'acceptation de l'initiative, les places de tir et d'exercice situées sur des terrains privés seraient utilisées de façon plus intense, ce qui provoquerait des nuisances supplémentaires.

– L'initiative «Quarante places d'armes, ça suffit!», qui interdit toute modification, toute modernisation des installations de



Nous ne voulons pas que notre aviation devienne un fonds de musée. Il faut donc dire «Non» à l'initiative qui veut interdire jusqu'en 1999 toute acquisition de nouvel avion de combat (Photo Mülhauser).

tir et d'instruction existantes, s'en prend donc à l'existence de l'armée, puisqu'elle interdit une instruction attractive, moderne et efficace.

«Armée 95» et les votations du 6 juin

– Sans aviation moderne, sans places d'armes modernes, le projet «Armée 95»-ne vaut plus rien. Un système de défense exclusivement terrestre, n'a aucune chance de succès...

– La meilleure restructuration de nos forces de défense, le projet «Armée 95» devient problématique si la volonté de la majorité est continuellement remise en cause par une minorité qui, subtilement, bafoue les droits démocratiques, avec la bénédiction de spécialistes en droit constitutionnel. La tactique de la «tranche de salami», le populisme et la démagogie, on connaît !

Que devons-nous faire?

– Rien ne remplacera l'engagement personnel de chacun et chacune, membre ou non d'une société militaire. On ne domine le terrain que si on l'occupe... Kaspar Villiger n'a-t-il pas dit, au Rapport de Berne le 27 juin 1992: «Si les citoyens ne se mobilisent pas eux-mêmes contre ces initiatives visant la suppression de l'armée et ne s'engagent pas (...) assidûment en faveur de la défense nationale, il ne sera pas possible de briser le courant d'opinion contraire.»

– Expliquez en termes simples à vos proches, à votre entourage privé et professionnel que les deux initiatives sont irresponsables et politiquement douteuses. N'oubliez pas les femmes ! Soulignez que les mêmes initiateurs, qui ont échoué en 1989, tentent d'atteindre leur objectif par d'autres voies. Ils ne le cachent d'ailleurs pas.



Si une place de décontamination doit être russe, en va-t-il de même pour l'ensemble de l'instruction? Il faut dire «NON» à l'initiative sur les places d'armes! (Photo Mülhauser).

– Dans chaque discussion privée ou publique, ne manquez pas une occasion de souligner que le GSsA vise en fait la suppression pure et simple de l'armée.

– Il ne faut pas manquer une occasion de rappeler que celles et ceux qui sont pour l'acquisition d'un avion de combat moderne, pour des places d'armes qui permettent une instruction efficace, doivent voter deux fois non. Attention, certaines succursales du GSsA utilisent le slogan «Oui à l'armée, oui aux initiatives»

– Quelle que soit l'issue du vote du 6 juin, nous aurons l'armée que nous méritons !

RMS